ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου **1948** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | *Ἀριθμὸς φύλλου* **255**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Ἀναγκαστικοὶ Νόμοι

Α. Ν. 808. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 8ην Ἀπριλίου 1947 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Σουηδίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας. 1

Α. Ν. 809. Περὶ παροχῆς εὐεργετημάτων εἰς συμμορίτας οἵτινες ἤθελον ἐνισχύσει τὰς ἀρχὰς διὰ τὴν καταστολὴν τῆς ἀνταρσίας. 2

Α. Ν. 813. Περὶ παρατάσεως προθεσμίας ἀναγνωρίσεως γάμων Στρατιωτικῶν τῆς Χωροφυλακῆς. 3

Α. Ν. 814. Περὶ διαγραφῆς τοῦ Σώματος τῆς Χωροφυλακῆς Ὁπλιτῶν ταύτης. 4

Α. Ν. 815. Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως διατάξεων τῶν ὑπ' ἀριθ. 771)1948 καὶ 772)1948 Ἀναγκαστικῶν Νόμων. 5

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 808.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 8ην Ἀπριλίου 1947 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Σουηδίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν γραμμῶν ἐναερίου Συγκοινωνίας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 22ας Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 8ην Ἀπριλίου 1947 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Σουηδίας περὶ ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον Μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις τὴν 8ην Ἀπριλίου 1947 Συμφωνία μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Σουηδίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας, ἧς τὸ κείμενον, ὡς καὶ τὸ κείμενον τοῦ παρακολουθοῦντος ταύτην Παραρτήματος, ἔπονται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ἄνω Συμφωνίας ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς 8ης Ἀπριλίου 1947, ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς της, ἀφ' ἧς αὕτη ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12 αὐτῆς ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΙΩΑΝΝ. ΠΟΛΙΤΗΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, Α. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΗΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, ΘΕΟΔ. ΚΙΖΑΝΗΣ, ΑΡ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΝΑΣΤ. ΜΠΑΚΑΛΜΠΑΣΗΣ, ΚΩΝ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT ROYAL HELLÉNIQUE ET LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE RELATIF À L'EXPLOITATION DE LIGNES DE COMMUNICATION AÉRIENNE RÉGULIÈRE.

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement Royal de Suède désireux de conclure un Accord aux fins de l'installation de communications aériennes directes le plus tôt possible entre la Grèce et la Suède ont, à cet effet, désigné leurs Plénipotentiaires qui sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante les droits, spécifiés à l'Annexe ci-jointe, nécessaires à l'établissement des routes civiles internationales et des services énumérés à cette Annexe. Ces services pourront être inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

Article 2.

1. Chacun des services spécifiés à l'Annexe ci-jointe pourra être mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante qui, en vertu de l'Article 1 aura le droit de désigner une ou plusieurs entreprises aériennes pour exploiter la route en question, aura pris cette mesure, et la Partie Contractante accordant ce droit sera obligé sous réserve du paragraphe 2 du présent Article et de l'Article 6 ci-après, d'accorder sans délai l'autorisation voulue à l'entreprise ou aux entreprises intéressées.

2. a) Les entreprises désignées pourront être appelées, avant d'être autorisées à inaugurer les services visés par le présent Accord, à justifier des qualités requises devant les Autorités Aéronautiques compétentes du Pays qui aura accordé les droits mentionnés, selon les lois et règlements normalement appliqués par ces Autorités pour l'exploitation de routes civiles internationales par des entreprises commerciales de navigation aérienne.

b) Dans les régions d'occupation militaire ou dans les zones affectées par celle-ci, l'inauguration de ces services sera subordonnée à l'approbation des Autorités Militaires compétentes.

Article 3.

Pour éviter les discriminations et pour assurer un traitement uniforme, il est convenu que:

a) Les deux Parties Contractantes pourront imposer ou permettre que soient imposés des droits justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres installations. Chacune des Parties Contractantes convient, cependant, que ces droits ne seront pas plus élevés que ceux qui seraient payés pour l'utilisation d'aéroports et d'installations de ce genre par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux semblables.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange introduits sur le territoire d'une Partie Contractante par l'autre Partie Contractante, ou par ses ressortissants, et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière, recevront le traitement national et celui de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autres taxes nationales par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle aura été effectué l'importation.

c) Les aéronefs opérant sur les routes désignées et approuvées par le présent Accord, les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord demeurant à bord des aéronefs civils des entreprises de transports aériens des Parties Contractantes autorisées à exploiter les routes et les services décrits à l'Annexe seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ de celui-ci exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

Article 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Parties Contractantes, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services décrits à l'Annexe. Cependant, chaque Partie Contractante se réserve le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences conférés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

Article 5.

a) Les lois et règlements d'une Partie Contractante régissant l'entrée et la sortie de son territoire pour les aéronefs employés à la navigation internationale, ou l'exploitation et la navigation desdits aéronefs pendant leur séjour sur son territoire s'appliqueront aux aéronefs de l'autre Partie contractante, et lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ et pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie Contractante.

b) Les lois et règlements d'une Partie Contractante régissant sur son territoire, l'entrée ou la sortie par aéronef des passagers, des équipages ou des marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la quarantaine, seront observés par ces passagers, équipages ou marchandises soit par eux-mêmes soit par un tiers pour leur compte, à l'arrivée, au départ et pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie Contractante.

Article 6.

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser un certificat ou un permis à une entreprise de transports aériens de l'autre Partie Contractante, ou

de revoquer un tel certificat ou permis, chaque fois qu'elle n'est pas convaincue qu'une part importante de propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de ressortissants de l'autre Partie Contractante, ou chaque fois qu'une entreprise de trasports aériens ne se conforme pas aux lois de l'Etat survolé, comme il est indiqué à l'Article 5 ci-dessus, ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Accord.

Article 7.

Le présent Accord et tous les contrats qui en découleront seront déposés à l'Organisation Provisoire de l'Aviation Civile Internationale.

Article 8.

Au cas où l'une des deux Parties Contractantes jugerait désirable de modifier n'importe quelle disposition ou des dispositions de l'Annexe au présent Accord, ces modifications pourront être réalisées par un accord direct entre les Autorités Aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes.

Article 9.

Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation et à l'application du présent Accord ou de son Annexe sera soumis à la décision du Conseil Interimaire de l'Organisation Provisoire de l'Aviation Civile Internationale conformément aux dispositions de l'Article III, Section 6 (8) de l'Accord Provisoire relatif à l'Aviation Civile Internationale, signé à Chicago le 7 décembre 1944 ou à l'Organisation qui lui succédera, excepté si les Parties Contractantes s'entendent pour que le différend soit reglé par la voie de l'arbitrage en le soumettant à un Tribunal Arbitral désigné d'un commun accord entre les deux Parties Contractantes. Les deux Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la décision de l'Organisation ou à la sentence rendue par le Tribunal Arbitral.

Article 10.

Dans le cas de la mise en vigueur d'une Convention multilatérale relative à l'aviation civile internationale, acceptée par les deux Parties Contractantes, le présent Accord sera amendé de manière à le conformer aux dispositions de ladite Convention.

Article 11.

Chacune des Parties Contractantes pourra à tout moment dénoncer le présent Accord. Dans ce cas le présent Accord cessera d'être en vigueur douze mois après la date de la réception de la dénonciation par l'autre Partie Contractante, excepté si cette dénonciation est retirée d'un commun accord avant l'expiration de cette période.

Article 12.

Les dispositions du présent Accord seront mises en vigueur au jour de sa signature.

Le Gouvernement Royal Hellénique communiquera au Gouvernement Royal de Suède la ratification de l'Accord par le Parlement Hellénique et le Gouvernement Royal de Suède considérera cet Accord comme définitif à partir de la date de la communication du Gouvernement Royal Hellénique.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à ATHENES, le huit avril 1947 en double exemplaire

Pour le Gouvernement Royal Hellénique
C. TSALDARIS

Pour le Gouvernement Royal de Suède
K. THYBERG

ANNEXE

1. Les entreprises de transport aérien du Gouvernement Royal Hellénique autorisées en vertu du présent Accord jouiront du droit de traverser le territoire suédois sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, des marchandises et du courrier à Stockholm sur la ou les routes suivantes:

GRECE (ATHENES)- via pays intermédiaires-SUEDE (Stockholm), dans les deux sens;
GRECE (ATHENES)-via pays intermédiaires- SUEDE (Stockholm) et pays au-dèlà, dans les deux sens.

2. Les entreprises de transport aérien du Gouvernement Royal de Suède autorisées en vertu du présent Accord jouiront du droit de traverser le territoire hellénique sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non-commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, des marchandises et du courrier à Athènes sur la ou les routes suivantes: :

SUEDE (STOCKHOLM)—via pays intermédiaires-GRECE (ATHENES), dans les deux sens;
SUEDE (STOCKHOLM)—via pays intermédiaires GRECE (ATHENES) et pays au-delà, dans les deux sens.

3. Pour l'établissement et l'exploitation des services aériens faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe, seront appliqués les principes suivants:

a) qu'il est désirable de stimuler et d'encourager le plus largement possible la diffusion des avantages du voyage aérien pour le bienêtre général de l'humanité par des tarifs aussi bas que possibles et compatibles avec des principes économiques sains, et d'encourager également le voyage aérien comme moyen de développement de l'entente amicale et de la bonne volonté entre les peuples et d'assurer en même temps le grand nombre d'avantages indirects de ce nouveau moyen de transport à la prospérité commune des deux pays;

b) que les facilités du transport aérien mis à la disposition du public voyageant doivent se tenir en relations étroites aux nécessités du public pour de tels transports;

c) qu'une opportunité favorable et égale pour les entreprises des deux nations doit exister pour qu'elles desservent n'importe quelle route ou routes entre leurs territoires respectifs et faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe;

d) que pour l'exploitation par les entreprises aériennes des deux PartiesContractantes des services longcourrier descrits à l'Annexe au présent Accord, les intérêts des entreprises aériennes de l'autre Partie Contractante seront pris en considération de manière à ne pas affecter indûment les services que cette dernière dessert partiellement ou entièrement sur les mêmes routes;

e) qu'il est convenu entre les deux Parties Contractantes que les services offerts par une entreprise aérienne désignée en vertu du présent Accord et de son Annexe auront comme objectif initial de disposer de la capacité adéquate aux nécessités du trafic entre le pays, dont l'entreprise en question possède la nationalité, et le pays de destination définitive du trafic;

4. Le droit d'embarquer et de débarquer sur des lignes du trafic international à destination de ou en provenance de pays tiers, sur un point ou des points des routes faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe sera exercé conformément aux principes généraux de développement ordonné affirmés par les deux Parties Contractantes, et sera sujet aux principes généraux d'adaptation de la capacité:

a) à la demande de trafic entre les pays d'origine et les pays de destination;

b) aux exigences d'exploitation des services long-courrier;

c) à la demande de trafic existant dans les régions traversées, compte tenu des services locaux et régionaux.

5. L'itinéraire des lignes, les points entre lesquels les frontières devront être franchies et les aérodromes douaniesseront fixés par chacune des Administrations Aéronautiques compétentes et communiqués à l'autre Administration Aéronautique le plus tôt possible.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΣΟΥΗΔΙΑΣ ΠΕΡΙ ΕΚΜΕΤΑΛΛΕΥΣΕΩΣ ΤΑΚΤΙΚΩΝ ΓΡΑΜΜΩΝ ΕΝΑΕΡΙΟΥ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΑΣ.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Σουηδίας ἐπιθυμοῦσαι νὰ συνάψωσι Συμφωνίαν πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐγκαταστάσεως ἀπ' εὐθείας ἐναερίων συγκοινωνιῶν τὸ ταχύτερον δυνατὸν μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Σουηδίας, ὥρισαν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τοὺς πληρεξουσίους των, οἵτινες συνωμολόγησαν τὰ ἑξῆς :

Ἄρθρον 1.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος χορηγεῖ εἰς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος τὰ ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι καθοριζόμενα δικαιώματα, τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐγκατάστασιν τῶν ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ ἀπαριθμουμένων διεθνῶν ἐναερίων ὁδῶν καὶ γραμμῶν. Αἱ γραμμαὶ αὗται δύνανται νὰ τεθῶσιν ἐν λειτουργίᾳ ἀμέσως ἢ μεταγενεστέρως κατ' ἐπιλογὴν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους εἰς ὃ τὰ δικαιώματα ταῦτα ἐκχωροῦνται.

Ἄρθρον 2.

1. Ἑκάστη τῶν ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι καθοριζομένων γραμμῶν θὰ δύναται νὰ τεθῇ εἰς λειτουργίαν αὐθωρεὶ ὡς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον δυνάμει τοῦ ἄρθρου 1 θὰ δικαιοῦται νὰ ὁρίσῃ μίαν ἢ πλείονας ἀεροπορικὰς ἐπιχειρήσεις διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς ἐν λόγῳ ὁδοῦ, θὰ ἔχῃ λάβει τὸ μέτρον τοῦτο καὶ τὸ ἐκχωροῦν τὸ δικαίωμα συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ὑποχρεοῦται, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου καὶ τοῦ ἀκολούθου Ἄρθρου 6, νὰ χορηγήσῃ ἄνευ ἀναβολῆς τὴν ἀπαιτουμένην ἄδειαν εἰς τὴν ἢ τὰς ἐνδιαφερομένας Ἐπιχειρήσεις.

2. (α) Αἱ ὁρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις δύνανται νὰ ὑποχρεωθῶσι, πρὶν ἢ ἐπιτραπῇ εἰς ταύτας νὰ θέσωσιν ἐν λειτουργίᾳ τὰς διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας προβλεπομένας γραμμάς, ὅπως παρέχωσιν εἰς τὰς ἁρμοδίας Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τῆς Χώρας τῆς χορηγούσης τὰ ἐν λόγῳ δικαιώματα, ἀποδείξεις τῶν ἀπαιτουμένων προσόντων συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἐφαρμοζομένους κατὰ κανόνα ὑπὸ τῶν Ἀρχῶν τούτων, διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν διεθνῶν πολιτικῶν ὁδῶν ὑπὸ ἐμπορικῶν ἐπιχειρήσεων ἀεροναυτιλίας.

(β) Εἰς περιοχὰς στρατιωτικῆς κατοχῆς ἢ εἰς ζώνας ἐπηρεαζομένας ἐκ ταύτης ἡ ἔναρξις λειτουργίας τῶν γραμμῶν τούτων θὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν.

Ἄρθρον 3.

Πρὸς ἀποφυγὴν διακρίσεων καὶ ἐξασφάλισιν ἰσότητος μεταχειρίσεως συμφωνεῖται ὅτι :

α) Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ ἐπιβάλουν ἢ νὰ ἐπιτρέψωσι νὰ ἐπιβληθῶσι δίκαια καὶ λογικὰ τέλη διὰ τὴν χρῆσιν ἀερολιμένων καὶ ἑτέρων ἐγκαταστάσεων. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν συμφωνεῖ, οὐχ' ἧττον, ὅτι τὰ τέλη ταῦτα δὲν θὰ ὑπερβαίνουν τὰ τέλη ἅτινα θέλει ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν ἐπιβάλλει ἢ ἐπιτρέψει νὰ ἐπιβληθῶσι διὰ τὴν χρῆσιν Ἀερολιμένων καὶ ἐγκαταστάσεων τοῦ εἴδους τούτου ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν ἀεροσκαφῶν του τῶν χρησιμοποιουμένων δι' ὁμοίας διεθνεῖς γραμμάς.

β) Ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια καὶ τὰ ἀνταλλακτικὰ τὰ εἰσαγόμενα εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους ὑπὸ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ τῶν ὑπηκόων του, καὶ τὰ προοριζόμενα μόνον διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἀεροσκαφῶν τοῦ τελευταίου τούτου, θὰ τυγχάνουν τῆς Ἐθνικῆς ρήτρας καὶ τῆς τοῦ πλέον εὐνοουμένου Ἔθνους ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐπιβολὴν τελωνειακοῦ δασμοῦ, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων ἐθνικῶν τελῶν· ὑπὸ τοῦ συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐγένετο ἡ εἰσαγωγή.

γ) Τὰ ἐπὶ πῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας ὁρισθησομένων καὶ ἐγκεκριμένων ὁδῶν κυκλοφοροῦντα ἀεροσκάφη ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικά, ἡ κανονικὴ ἐξάρτησις καὶ τὰ ἐφόδια ἀεροσκάφους τὰ παραμένοντα ἐπὶ τῶν πολιτικῶν ἀεροσκαφῶν τῶν ἐπιχειρήσεων ἐναερίων μεταφορῶν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐξουσιοδοτημένων νὰ ἐκμεταλλευθοῦν τὰς ἐν τῷ Παραρτήματι καθοριζομένας ὁδοὺς καὶ γραμμάς, θὰ ἀπαλλάσσονται κατὰ τὴν ἄφιξιν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ κατὰ τὴν ἀναχώρησιν ἐκ τούτου, τῶν τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων ὁμοίων τελῶν καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἀκόμη καθ' ἣν αἱ προμήθειαι αὗται χρησιμοποιοῦνται ἢ καταναλίσκονται ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων κατὰ τὴν διάρκειαν πτήσεων ὑπερθεν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

Ἄρθρον 4.

Τὰ πιστοποιητικὰ πλωιμότητος, τὰ πτυχία ἱκανότητος ὡς καὶ αἱ ἄδειαι ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐκδιδόμεναι ἢ κεκυρωμέναι ὑφ' ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἀναγνωρίζονται ὡς ἔγκυρα ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὸν σκοπὸν τῆς λειτουργίας τῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν τῶν περιγραφομένων ἐν τῷ Παραρτήματι. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει οὐχ' ἧττον, εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα ν' ἀρνῆται ν' ἀναγνωρίσῃ διὰ τὸν σκοπὸν τῆς πτήσεως ὑπερθεν τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους, τὰ πιστοποιητικὰ ἱκανότητος καὶ τὰς ἀδείας ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος τὰς χορηγηθείσας εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπηκόους ὑπὸ ἑτέρου Κράτους.

Ἄρθρον 5.

α) Οἱ Νόμοι καὶ Κανονισμοὶ τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους οἱ διέποντες τὴν εἴσοδον ὡς καὶ εἰς τὴν ἔξοδον ἐκ τοῦ ἐδάφους του ἀεροσκαφῶν, ἐκτελούντων διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν, ἢ τὴν ἐκμετάλλευσιν καὶ τὴν ἀεροπλοΐαν τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν καθ' ὃν χρόνον εὑρίσκονται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τού, θὰ ἐφαρμόζονται εἰς τὰ ἀεροσκάφη τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, τὰ δὲ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφη θὰ συμμορφοῦνται πρὸς τούτους κατὰ τὴν ἄφιξιν, τὴν ἀναχώρησιν καὶ καθ' ὃν χρόνον εὑρίσκονται εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

β) Οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους οἱ διέποντες εἰς τὸ ἔδαφος του, τὴν εἴσοδον ἢ τὴν ἔξοδον ἐπιβατῶν, πληρωμάτων ἢ φορτίων ἀεροσκαφῶν, ὡς οἱ ἐφαρμοζόμενοι διὰ τὴν εἴσοδον, ἐλευθέραν ἐπικοινωνίαν μετανάστευσιν, τὰ διαβατήρια, τὸ τελωνεῖον καὶ τὴν κάθαρσιν, θὰ τηρῶνται ὑπὸ ἢ ἐξ ὀνόματος τοιούτων ἐπιβατῶν, πληρωμάτων ἢ φορτίων κατὰ τὴν ἄφιξιν, ἀναχώρησιν καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παραμονῆς των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

Ἄρθρον 6.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνῆται ἢ νὰ ἀνακαλῇ πιστοποιητικὸν ἢ ἄδειαν ἐπιχειρήσεως ἐναερίων μεταφορῶν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν πείθεται ὅτι οὐσιώδες μέρος τῆς ἰδιοκτησίας καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας ὑπηκόων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ εἰς πᾶ-

σαν περίπτωσιν καθ' ἣν ἐπιχείρησις ἐναερίων μεταφορῶν δὲν συμμορφώνεται πρὸς τοὺς νόμους τοῦ Κράτους ὑπερθεν τοῦ ὁποίου ἵπταται, ὡς καθορίζεται ἐν τῷ ὡς ἄνω Ἄρθρῳ 5, ἢ δὲν πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις ἃς τῆς ἐπιβάλλει ἡ παροῦσα Συμφωνία.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὡς καὶ ἅπασαι αἱ συμβάσεις αἵτινες θὰ ἀπορρέουν ἐκ ταύτης, θέλουσι καταχωρηθῇ παρὰ τῇ Προσωρινῇ Ὀργανώσει Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

Ἄρθρον 8.

Ἐν ᾗ περιπτώσει ἕν τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν κρίνει ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν τροποποίησιν τῶν ὁδῶν ἢ τῶν διατάξεων τοῦ συνημμένου Παραρτήματος, δύναται νὰ αἰτήσῃ ὅπως αἱ τροποποιήσεις αὗται γίνωσιν ἀντικείμενον συνεννοήσεως μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 9.

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀφορῶσα τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, θὰ ὑποβάλλεται πρὸς ἀπόφασιν εἰς τὸ Προσωρινὸν Συμβούλιον τῆς Προσωρινῆς Ὀργανώσεως Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου ΙΙΙ, Τμήματος 6 (8) τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ὑπογραφείσης ἐν Σικάγῳ τῇ 7ῃ Δεκεμβρίου 1944 ἢ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν ἥτις ἤθελε διαδεχθῇ ταύτην, ἐκτὸς ἐὰν τὰ συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνήσωσιν ὅπως ἡ διαφορὰ διακανονισθῇ διὰ τῆς ὁδοῦ τῆς διαιτησίας ὑποβάλλοντα ταύτην εἰς Διαιτητικὸν Δικαστήριον ὁριζόμενον διὰ κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν. Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφωθῶσι πρὸς τὴν ἀπόφασιν τῆς Ὀργανώσεως ἢ τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 10.

Ἐν ᾗ περιπτώσει ἤθελε τεθῇ ἐν ἰσχύι πολυμερὴς Σύμβασις περὶ διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἣν ἤθελον ἀποδεχθῇ τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει τροποποιηθῇ εἰς τρόπον ὥστε νὰ προσαρμόζηται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως.

Ἄρθρον 11.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παύσῃ ἰσχύουσα δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν ἡ καταγγελία ἤθελεν ἀποσυρθῇ κατόπιν κοινῆς συμφωνίας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς τελευταίας ταύτης περιόδου.

Ἄρθρον 12.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς της.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις θ' ἀνακοινώσῃ εἰς τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῆς Σουηδίας τὴν κύρωσιν τῆς Συμφωνίας ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βουλῆς καὶ ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Σουηδίας θὰ θεωρήσῃ τὴν Συμφωνίαν ταύτην ὡς ὁριστικὴν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ πληρεξούσιοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ἔθεσαν τὰς ἑαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 8-4-1947, εἰς διπλοῦν.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν
Κ. ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ

Διὰ τὴν Σουηδικὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν
K. THYBERG

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. Αἱ ἐπιχειρήσεις ἐναερίων μεταφορῶν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως, ἐξουσιοδοτούμεναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διελεύσεως καὶ σταθμεύσεως ἐπὶ Σουηδικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐμπορικῶν σκοπῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνῆ φορτία, εἰς ἐμπορεύματα, ταχυδρομεῖον καὶ ἐπιβάτας εἰς Στοκχόλμην εἰς τὴν ἢ τὰς ἀκολούθους ὁδούς :

ΕΛΛΑΣ (Ἀθῆναι) — μέσῳ ἐνδιαμέσων Χωρῶν — ΣΟΥΗΔΙΑ (Στοκχόλμη) πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

ΕΛΛΑΣ (Ἀθῆναι) — μέσῳ ἐνδιαμέσων Χωρῶν — ΣΟΥΗΔΙΑ (Στοκχόλμη) καὶ Χώρας πέραν ταύτης, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

2. Αἱ ἐπιχειρήσεις ἐναερίων μεταφορῶν τῆς Σουηδικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως ἐξουσιοδοτημέναι, δυνάμει τῆς παρούσης συνφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διελεύσεως καὶ σταθμεύσεως ἐπὶ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐμπορικῶν σκοπῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνῆ φορτία, εἰς ἐμπορεύματα, ταχυδρομεῖον καὶ ἐπιβάτας εἰς Ἀθήνας εἰς τὴν ἢ τὰς ἀκολούθους ὁδούς :

ΣΟΥΗΔΙΑ (Στοκχόλμη) — μέσῳ ἐνδιαμέσων Χωρῶν — ΕΛΛΑΣ (Ἀθῆναι) πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

ΣΟΥΗΔΙΑ (Στοκχόλμη) — μέσῳ ἐνδιαμέσων Χωρῶν — ΕΛΛΑΣ (Ἀθῆναι) καὶ Χῶραι πέραν ταύτης, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

3. Διὰ τὴν ἐγκατάστασιν καὶ ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της θὰ ἐφαρμόζωνται αἱ ἀκόλουθοι ἀρχαί :

α) Ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν νὰ ἐνισχυθῇ καὶ νὰ ἐνθαρυνθῇ ἡ εὐρυτέρα δυνατὴ διάδοσις τῶν πλευνεκτημάτων τοῦ ἐναερίου ταξειδίου ἐπὶ γενικῇ ὠφελείᾳ τῆς ἀνθρωπότητος μὲ τὰς εὐθηνωτέρας δυνατὰς τιμάς, τὰς συμβιβαζομένας μὲ ὑγιεῖς οἰκονομικὰς ἀρχὰς καὶ νὰ ἐνθαρρυνθῇ ἐπίσης τὸ ἐναέριον ταξείδιον ὡς μέσον προαγωγῆς τῆς φιλικῆς κατανοήσεως καὶ ἀγαθῆς προαιρέσεως μεταξὺ τῶν λαῶν καὶ τῆς συγχρόνου ἐξασφαλίσεως τῶν ἐμμέσων ὠφελημάτων τοῦ νέου τούτου μεταφορικοῦ μέσου, διὰ τὴν κοινὴν εὐπραγίαν τῶν δύο Χωρῶν,

β) ὅτι αἱ διατιθέμεναι εἰς τὸ ταξιδεῦον κοινὸν εὐκολίαι ἐναερίων μεταφορῶν δέον νὰ εὑρίσκωνται εἰς στενὴν ἀναλογίαν μὲ τὰς ἀνάγκας τοῦ κοινοῦ διὰ τὴν τοιαύτην μεταφοράν,

γ) ὅτι δέον νὰ ὑφίσταται εὐνοϊκὴ καὶ ἴση εὐκαιρία διὰ τὰς ἐπιχειρήσεις τῶν δύο Ἐθνῶν νὰ ἐξυπηρετοῦν οἱανδήποτε ὁδὸν ἢ ὁδοὺς μεταξὺ τῶν οἰκείων ἐδαφῶν των τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματί της,

δ) ὅτι διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὑπὸ τῶν ἐναερίων ἐπιχειρήσεων τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν τῶν Διαβατικῶν Γραμμῶν τῶν περιγραφομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα τῶν ἐναερίων ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, οὕτως ὥστε νὰ μὴ ἐπηρεάζωνται ἀσκόπως αἱ γραμμαὶ τὰς ὁποίας ἡ τελευταία αὕτη ἐξυπηρετεῖ ἐπὶ μέρους ἢ ὁλοκλήρου τῶν αὐτῶν διαδρομῶν,

ε) ὅτι τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως αἱ ὑπὸ ἐναερίου ἐπιχειρήσεως, ὁρισθησομένης δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, προσφερόμεναι ὑπηρεσίαι θὰ ἔχωσιν ὡς πρώτιστον σκοπὸν αὐτῶν νὰ διαθέτωσι τὴν κατάλληλον χωρητικότητα ἀνταποκρινομένην εἰς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας μεταξὺ τῆς Χώρας, ἧς ἡ ἐν λόγῳ ἐπιχείρησις κατέχει τὴν Ἐθνικότητα καὶ τῆς Χώρας τελικοῦ προορισμοῦ τῆς Γραμμῆς.

4. Τὸ δικαίωμα τῆς ἐπιβιβάσεως καὶ ἀποβιβάσεως ἐπὶ τῶν γραμμῶν τούτων διεθνοῦς ἐμπορικοῦ φορτίου προοριζομένου διὰ ἢ προερχομένου ἐκ τρίτων Χωρῶν εἰς σημεῖον ἢ σημεῖα ἐπὶ τῶν διαδρομῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματί της, θὰ ἐφαρμόζεται συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς εὐρύθμο

ἀναπτύξεως αὐτῶν, πρὸς τὰς ὁποίας ἀμφότερα συμβαλλόμενα Μέρη προσχωροῦν καὶ θὰ ὑπόκεινται εἰς τὰς γενικὰς ἀρχὰς ὅτι ἡ χωρητικότης δέον νὰ εἶναι ἀνάλογος:

α) πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας μεταξὺ Χώρας προελεύσεως καὶ τῆς Χώρας προορισμοῦ,

β) πρὸς τὰς ἀνάγκας τῆς ἐκμεταλλεύσεως διαβατικῶν γραμμῶν,

γ) πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας τῶν περιοχῶν δι' ὧν διέρχεται ἡ ἀεροπορικὴ γραμμή, ἀφοῦ ληφθοῦν ὑπ' ὄψιν αἱ τοπικαὶ καὶ περιοχικαὶ γραμμαί.

5. Τὸ δρομολόγιον τῶν γραμμῶν, τὰ σημεῖα μεταξὺ τῶν ὁποίων θὰ δύναται νὰ γίνῃ ἡ δίοδος τῶν συνόρων καὶ τὰ τελωνειακὰ ἀεροδρόμια θὰ ὁρισθῶσι παρ' ἑκάστης τῶν ἁρμοδίων Ἀεροπορικῶν Διοικήσεων καὶ θὰ γνωστοποιηθῶσι τὸ ταχύτερον δυνατὸν εἰς τὴν ἑτέραν Ἀεροπορικὴν Διοίκησιν.

---

(2)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 809.

Περὶ παροχῆς εὐεργετημάτων εἰς συμμορίτας οἵτινες ἤθελον ἐνισχύσει τὰς ἀρχὰς διὰ τὴν καταστολὴν τῆς ἀνταρσίας.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 27ης Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ παροχῆς εὐεργετημάτων εἰς συμμορίτας οἵτινες ἤθελον ἐνισχύσει τὰς ἀρχὰς διὰ τὴν καταστολὴν τῆς ἀνταρσίας», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Ὅσοι ἀνήκοντες εἰς ἐνόπλους ὁμάδας δρώσας κατὰ τοῦ Κράτους ἢ εἰς τὸ παρανόμως δρῶν Κ.Κ.Ε. ἐνεφανίσθησαν αὐθορμήτως ἀπὸ τῆς 14ης Ἰουνίου 1948 (ἡμέρας ἐνάρξεως τῶν ἐπιχειρήσεων τοῦ Γράμμου) ἢ θέλουσιν ἐμφανισθῇ ἐφεξῆς αὐθορμήτως εἰς τὰς Στρατιωτικὰς ἢ Ἀστυνομικὰς Ἀρχάς, ἀπολαύουν τῶν εὐεργετημάτων τοῦ ἑπομένου ἄρθρου διὰ τὰ μέχρι τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἐνεφανίσθησαν, προκειμένου δὲ περὶ τῶν ἐφεξῆς ἐμφανιζομένων διὰ τὰς μέχρι τῆς δημοσιεύσεως τοῦ παρόντος Νόμου διαπραχθείσας ὑπ' αὐτῶν ἐξιοποίνους πράξεις, τὰς ἰσχετιζομένας ὁπωσδήποτε μὲ τὴν συμμοριακὴν δρᾶσιν, εἴτε τὴν δρᾶσιν τοῦ ΕΑΜ ἢ ΕΛΑΣ κατὰ τὴν κατοχὴν ἐφ' ὅσον,

α) Ὑπέδειξαν ἀπὸ τῆς 14ης Ἰουνίου 1948 ἢ ἤθελον ἐφεξῆς ὑποδείξει ἀποτελεσματικῶς εἰς τὰς Ἀρχὰς ἀποθήκας κεκρυμμένων ὅπλων, ὑγειονομικοῦ ὑλικοῦ, τροφίμων ἢ ἄλλων αἰσθήποτε φύσεως ἐφοδίων προοριζομένων διὰ τοὺς συμμορίτας, εἴτε κρύπτας τοῦ παρανόμου ὀργανισμοῦ τοῦ Κ. Κ. εἰς τὰ ἀστικὰ κέντρα ἢ,

β) Παρέσχον ἀπὸ τῆς 14ης Ἰουνίου 1948 ἢ ἤθελον ἐφεξῆς παράσχει πληροφορίας, παραδώσει σχέδια, ἔγγραφα ἢ διαταγὰς χρησίμους διὰ τὴν καταστολὴν τῆς ἀνταρσίας ἢ ἤθελον συλλάβει καὶ παραδώσει εἰς τὰς Ἀρχὰς ἀρχηγὸν ἢ ὑπαρχηγὸν τῶν ἀνταρτῶν ἢ συμβάλῃ θετικῶς καὶ ἀποδεδειγμένως εἰς τὴν σύλληψιν ἢ τὸν φόνον αὐτοῦ.

2. Περὶ τῆς αὐθορμήτου προσελεύσεως συντάσσεται ἔκθεσις ὑπὸ τῆς Ἀρχῆς πρὸς ἣν αὕτη ἐγένετο. Ὡς πρὸς τὴν διαπίστωσιν τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ προϋποθέσεων ἡ ἐν λόγῳ ἀρχὴ ἐνεργεῖ ἀνάκρισιν, ἧς τὸ πόρισμα ὑποβάλλει πρὸς τὸν ἀσκοῦντα τὴν ποινικὴν ἀγωγὴν ἐνώπιον τοῦ Στρατοδικείου τῆς Περιφερείας εἰς ἣν ἐγένετο ἡ προσέλευσις, ὅστις διὰ διατακτῆς του ἀποφαίνεται περὶ τῆς συνδρομῆς ἢ μὴ τῶν ὅρων τούτων. Ἐφ' ὅσον ἐν τῇ Περιφερείᾳ δὲν λειτουργεῖ Στρατοδικεῖον, τὸ πόρισμα ὑποβάλλεται εἰς τὸν Εἰσαγγελέα Πλημμελειοδικῶν, ὅστις εἰσάγει τὴν ὑπόθεσιν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον εἰς τὸ Δικαστικὸν Συμβούλιον. Ἡ τε διαταγὴ καὶ τὸ βούλευμα εἶναι ὑποχρεωτικαὶ διὰ τὰς ἁρμοδίας νὰ ἀποφανθοῦν περὶ τῆς κατὰ τὸ ἑπόμενον ἄρθρον παραγραφῆς δικαστικὰς ἀρχάς.

Ἄρθρον 2.

1. Συντρεχουσῶν τῶν προϋποθέσεων τοῦ προηγουμένου ἄρθρου, θεωροῦνται παραγεγραμμέναι αἱ ἀξιόποινοι πράξεις περὶ ὧν ἡ παράγραφος πρώτη τοῦ προηγουμένου ἄρθρου. Ὡσαύτως θεωροῦνται παραγεγραμμέναι πᾶσαι αἱ καταδικαστικαὶ ἀποφάσεις αἱ ἀφορῶσαι τὰς αὐτὰς πράξεις.

2. Ἡ κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον παραγραφὴ κηρύσσεται ὑπὸ τοῦ ἀσκοῦντος μὲν τὴν ποινικὴν ἀγωγὴν ἢ τοῦ δικαστικοῦ συμβουλίου, ἐὰν ἡ ὑπόθεσις ἐκκρεμῇ ἐν τῇ προδικασίᾳ, ὑπὸ τοῦ ἁρμοδίου δὲ δικαστηρίου ἐὰν ἡ ὑπόθεσις εἶναι ἐκκρεμὴς παρ' αὐτῷ. Εἰς πᾶσαν ἄλλην περίπτωσιν ἁρμόδιον διὰ νὰ ἀποφανθῇ εἶναι τὸ Συμβούλιον τῶν Ἐφετῶν τοῦ τόπου τῆς αὐθορμήτου προσελεύσεως, συγκροτούμενον ἐκ πέντε Ἐφετῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 41 τῆς Ποιν. Δικονομίας.

3. Κατὰ τῆς ἀποφάσεως περὶ ἧς ἡ προηγουμένη παράγραφος οὐδὲν ἔνδικον μέσον ἐπιτρέπεται.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν εἰς τὴν Βουλὴν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν αὐτῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΙΩ. ΠΟΛΙΤΗΣ, ΔΗΜ. ΛΟΝΤΟΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, ΘΕΟΔ. ΔΕΣΥΛΛΑΣ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Θ. ΚΙΖΑΝΗΣ, Γ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΛΕΞ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ, Κ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

---

(3)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 813.

Περὶ παρατάσεως προθεσμίας ἀναγνωρίσεως γάμων Στρατιωτικῶν τῆς Χωροφυλακῆς.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 27ης Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ παρατάσεως προθεσμίας ἀναγνωρίσεως γάμων Στρατιωτικῶν τῆς Χωροφυλακῆς», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον

Ἡ ὑπὸ τῶν ἄρθρων 1 καὶ 2 τοῦ Ν. Δ. ὑπ' ἀριθ. 302 1947 «Περὶ ἀναγνωρίσεως γάμων Στρατιωτικῶν τῆς Χωροφυλακῆς» ὁριζομένη προθεσμία πρὸς ὑποβολὴν δικαιολογητικῶν ἀναγνωρίσεως γάμων τελεσθέντων μέχρι τῆς 19ης Ἀπριλίου 1947, παρατείνεται δυνάμει τοῦ παρόντος ἐπὶ ἓν εἰσέτι ἔτος ἀπὸ τῆς λήξεως ταύτης.

Ὁ παρὼν Νόμος ἰσχύει ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, Δ. ΧΕΛΜΗΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΔΗΜ. ΛΟΝΤΟΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΔΗΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Θ. ΚΙΖΑΝΗΣ, Γ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΛ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ, Κ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

(4)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 814.

Περὶ διαγραφῆς τοῦ Σώματος τῆς Χωροφυλακῆς Ὁπλιτῶν ταύτης.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 27ης Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ διαγραφῆς τοῦ Σώματος τῆς Χωροφυλακῆς Ὁπλιτῶν ταύτης», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον

Ὁπλῖται τῆς Χωροφυλακῆς, κηρυχθέντες λιποτάκται κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὑπὸ τῶν ἐχθρῶν Στρατιωτικῆς Κατοχῆς τῆς Χώρας τῶν ἐτῶν 1941-1944 καὶ μὴ ἐπανεγγραφέντες εἰς τὴν δύναμιν τῶν παρόντων μέχρι τῆς 27ης Ἀπριλίου 1947, θεωροῦνται ὡς ὁριστικῶς διαγραφέντες τοῦ Σώματος τῆς Χωροφυλακῆς ἀπὸ τῆς χρονολογίας καθ' ἣν διεγράφησαν ὡς λιποτάκται.

Οὗτοι δὲν δύνανται νὰ ἐπανακαταταχθῶσιν ἐν τῇ Χωροφυλακῇ.

Ὁ παρὼν Νόμος ἰσχύει ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, ΔΗΜ. ΧΕΛΜΗΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΔΗΜ. ΛΟΝΤΟΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΔΗΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, ΘΕΟΔ. ΚΙΖΑΝΗΣ, Γ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΛ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ, Κ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

(4)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 815.

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως διατάξεων τῶν ὑπ' ἀριθ. 771)1948 καὶ 772)1948 Ἀναγκαστικῶν Νόμων.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 27ης Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως διατάξεων τῶν ὑπ' ἀριθ. 771)1948 καὶ 772)1948 Α. Νόμων», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1ον

Ἡ δευτέρα παράγραφος τοῦ ἐδαφίου 1 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Α. Ν. 771]1948 «περὶ τακτοποιήσεως τῆς θέσεως Ἀξιωματικῶν καὶ Ἀνθυπασπιστῶν Χωροφυλακῆς τελούντων εἰς τὴν κατηγορίαν τῶν ἐκτὸς ὑπηρεσίας καὶ ὀργανικῶν θέσεων» ἀντικαθίσταται ἀφ' ἧς ἴσχυσεν, ὡς ἀκολούθως :

«Οἱ Συνταγματάρχαι κρίνονται ὑπὸ Συμβουλίου ἀποτελουμένου ἐκ τοῦ Ἀντιστρατήγου Ἀρχηγοῦ Χωροφυλακῆς, τοῦ Ἀντιστρατήγου Ἀρχηγοῦ τοῦ Γενικοῦ Ἐπιτελείου Στρατοῦ, τοῦ Ἀντιστρατήγου Γενικοῦ Ἐπιθεωρητοῦ τοῦ Στρατοῦ, τοῦ Ἀντιστρατήγου Διοικητοῦ τοῦ Α΄. Σώματος Στρατοῦ καὶ τοῦ Γενικοῦ Στρατιωτικοῦ Δικαστικοῦ Συμβούλου Α΄. τάξεως Προέδρου τοῦ Ἀναθεωρητικοῦ Δικαστηρίου. Ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Χωροφυλακῆς δὲν κατέχει τὸν βαθμὸν τοῦ Ἀντιστρατήγου ἢ κωλύεται νομίμως, ἀναπληροῦται ὑπὸ ἑτέρου Ἀντιστρατήγου Χωροφυλακῆς ἐν ἀποστρατείᾳ, ὁριζομένου δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Δημοσίας Τάξεως. Ὁ οὕτω ὁριζόμενος ὡς μέλος τοῦ Συμβουλίου ἐν ἀποστρατείᾳ Ἀντιστράτηγος, ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως αὐτῷ τῆς ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ δι' ἧς διωρίσθη τοιοῦτον καὶ καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου μέχρι τῆς ἐπαναθέσεώς του εἰς τὴν προηγουμένην κατάστασιν, τελεῖ ἐν ἐνεργείᾳ. Ἡ θέσις του καὶ αὐθις εἰς ἣν κατάστασιν ἐτέλει γίνεται διὰ διαταγῆς τοῦ Ὑπουργοῦ Δημοσίας Τάξεως, ἐκδιδομένης μετὰ τὸ πέρας τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, πάντως οὐχὶ πέραν τῶν δέκα πέντε ἡμερῶν ἀπὸ τοῦ πέρατος τούτων. Οἱ Ἀντιστράτηγοι τοῦ Στρατοῦ ἀναπληροῦνται, ἐν περιπτώσει κωλύματος, δι' ἑτέρων Ἀντιστρατήγων τοῦ Στρατοῦ ἐν ἐνεργείᾳ ὁριζομένων διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Δημοσίας Τάξεως καὶ Στρατιωτικῶν. Καθήκοντα Προέδρου τοῦ Συμβουλίου τούτου ἐκτελεῖ ὁ ἀρχαιότερος τῶν ἐν ἐνεργείᾳ μονίμων Ἀντιστρατήγων».

Ἄρθρον 2ον

Τὸ ἐδάφιον 4 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ αὐτοῦ Α. Ν. ἀντικαθίσταται ἀφ' ἧς ἴσχυσεν ὡς ἀκολούθως :

Οἱ Ἀξιωματικοὶ καὶ Ἀνθυπασπισταὶ Χωροφυλακῆς οἵτινες κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Νόμου ἤθελον ἐγγραφῆ εἰς τοὺς πίνακας τῶν τεθησομένων εἰς τὰ ὁριστικὰ μόνιμα ἐν ἐνεργείᾳ στελέχη τῆς Χωροφυλακῆς, τίθενται εἰς ταῦτα ἀποκαθιστάμενοι αὐτοδικαίως εἰς τὸν βαθμὸν εἰς ὃν ἔχουσι προαχθῆ μέχρι τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος νεώτεροί των, πλὴν τῶν ἐπ' ἀνδραγαθίᾳ προαχθέντων, καὶ εἰς τὴν σειρὰν ἀρχαιότητός των.

Οἱ ἐκ τούτων ἔχοντες ἀποστρατευθῆ λόγῳ ὁρίου ἡλικίας ἀπὸ τοῦ Ὀκτωβρίου 1945 καὶ ἐντεῦθεν ἀνακαλοῦνται εἰς τὴν ἐνέργειαν ἐφ' ὅσον μέχρι τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος ἔχουσι προαχθῆ νεώτεροί των καὶ προάγονται εἰς ὃν βαθμὸν καὶ ἀφ' ἧς χρονολογίας καὶ οὗτοι προήχθησαν.

Διὰ τὴν προαγωγὴν τῶν ἐκ τῶν ἀνωτέρω ἐχόντων νεωτέρους των προαχθέντας εἰς ἀνώτερον βαθμὸν μετὰ τὴν ἰσχὺν τοῦ παρόντος Νόμου, ἔχουσιν ἐφαρμογὴν αἱ διατάξεις τοῦ Α.Ν. 772]1948 «περὶ προαγωγῶν Ἀξιωματικῶν Χωρ]κῆς».

Ἄρθρον 3ον

Ἡ παράγραφος ε΄ τοῦ ἐδαφίου 1 τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Α. Ν. 772]1948 «περὶ προαγωγῶν Ἀξιωματικῶν Χωροφυλακῆς ἀντικαθίσταται ἀφ' ἧς ἴσχυσεν ὡς ἀκολούθως:

«ε) Τοῦ Γενικοῦ Στρατιωτικοῦ Δικαστικοῦ Συμβούλου Α΄. τάξεως Προέδρου τοῦ Ἀναθεωρητικοῦ Δικαστηρίου».

Ἄρθρον 4ον

Εἰς τὸ ἄρθρον 16 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 772]1948 Α. Ν. «περὶ προαγωγῶν Ἀξιωματικῶν Χωροφυλακῆς» προστίθεται τελευταία παράγραφος, ἔχουσα οὕτω:

«Οἱ φέροντες κατὰ τὴν δημοσίευσιν τοῦ παρόντος Νόμου τὸν βαθμὸν τοῦ Συνταγματάρχου Χωροφυλακῆς, ἀποστρατευόμενοι ὁποτεδήποτε μὲ τὸν ἀνώτερον βαθμόν, συμφώνως τῷ παρόντι Νόμῳ καὶ τῷ Νόμῳ «περὶ καταστάσεως Ἀξιωματικῶν», λαμβάνουσι τὸν βαθμὸν τοῦ Ὑποστρατήγου καὶ οὐχὶ τοῦ Ταξιάρχου».

Ἄρθρον 5ον

Ὁ παρὼν Νόμος ἰσχύει ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τῶν Α. Ν. 771]1948 «περὶ τακτοποιήσεως τῆς θέσεως Ἀξιωματικῶν καὶ Ἀνθυπασπιστῶν κ.λ.π.» καὶ 772]1948 «περὶ προαγωγῶν Ἀξιωματικῶν Χωροφυλακῆς, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΔΗΜ. ΛΟΝΤΟΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΑΚΗΣ, Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΔΗΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, ΘΕΟΔ. ΚΙΖΑΝΗΣ, Γ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΛ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ, ΑΝ. ΜΠΑΚΑΛΜΠΑΣΗΣ, Κ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)